

Service Economique de l'Ambassade de France à La Havane



Editorial

Assurément, les choses bougent à Cuba !

Les dernières décisions des autorités locales, à la tête desquelles le Président Diaz Canel et son vice-premier ministre chargé de l'économie, marquent leur volonté de « faire bouger les lignes » vers une plus grande transparence de l'économie et une ouverture vers le secteur privé.

Attendue depuis de nombreuses années, l'unification monétaire, mise en place depuis le 1^{er} janvier 2021, a le mérite de rétablir le vrai coût de l'économie cubaine et, à terme de faire gagner en productivité et en compétitivité certains acteurs locaux, notamment publics. Elle passera nécessairement par un phénomène inflationniste (important dans un premier temps et impactant le pouvoir d'achat des ménages) et une réduction, voir une disparition, de certains opérateurs publics (en situation de faillite virtuelle), ce qui aura un impact direct sur l'emploi.

La décision prise, début février, de favoriser le « travail pour compte propre » (autoentrepreneurs) va également dans ce sens. Alors que le secteur privé était, jusqu'à présent, assez embryonnaire (cantonné à 127 activités permises fixées par l'Etat), les autorités locales ont défini une liste de 124 activités interdites ou limitées, réservée au secteur public, ouvrant de facto le travail pour compte-propre à plus de 2000 activités répertoriées. L'Etat se concentrera sur des secteurs considérés comme stratégiques (produits d'exportations - mines, sucre, tabac, produits pharmaceutiques -, services publics – éducation, santé, électricité, eau -, gaz, hydrocarbures, mines, télécommunications, transports, construction, banque, presse, ...), le reste étant ouvert aux acteurs privés. Bien qu'elle soit, pour le moment, limitée aux entrepreneurs cubains et que les importations restent de compétence étatique, cette mesure marque un pas en avant vers le développement du secteur privé à Cuba (qui, à ce jour, représente 33% de la population active de l'île).

Enfin l'île reste suspendue à l'assouplissement attendu (et espéré) de la nouvelle administration américaine. Après 4 années de durcissement sous la présidence Trump, (jusqu'à la dernière minute, avec l'inscription début janvier 2021, de Cuba sur la liste des pays soutenant le terrorisme, dont il était sorti en 2015 sous Obama), toute décision d'ouverture du Président Biden serait vectrice de développement économique à Cuba.

Au moment où l'économie cubaine traverse une crise profonde (lourdement affectée par la pandémie et les réductions d'entrée de devises avec la contraction de la production et des exportations, les baisses importantes du tourisme et des transferts des migrants, ...), ces nouvelles orientations politiques, tant à Cuba qu'aux Etats-Unis, devraient contribuer à la relance économique de la plus grande île des Caraïbes en 2021 sans toutefois atteindre les prévisions annoncées par les autorités (croissance du PIB autour de 6/7%) qui restent assez optimistes.

Marc Legouy, Conseiller Economique
marc.legouy@dgtresor.gouv.fr



Principaux indicateurs économiques à Cuba

	2018	2019	2020 (e)	2021*
PIB nominal (Mds pesos)	100,1	103,1	103,6	-
PIB/Habitant (pesos)	8 925	9 213	9 184	-
Croissance du PIB réel	2,2%	-0,2%	-11,0%	6-7%
Inflation (moyenne annuelle)	6,9%	5,6%	4,2%	-
Taux de chômage moyen	2,8%	3,1%	3,4%	-
Solde public / PIB	-8,3%	-6,2%	-20,0%	-18,0%
Dettes publique / PIB	51,0%	51,9%	59,3%	-
Dettes extérieure totale / PIB	29,9%	27,7%	27,7%	-
Solde de la balance courante (M\$)	2 531	1 473	204	-
Exportations françaises (M€)	194	165	113	-
Importations françaises (M€)	27	24	16	-
Solde commercial (M€)	167	142	98	-
Entrée nette d'IDE (M\$)	1 006	805	644	-

Sources : Tableau élaboré par le SE à partir des statistiques officielles (ONEI), The Economist Intelligence Unit et des douanes françaises.

* La mise en place de l'ordenamiento monetario et l'imprévisibilité de l'ampleur de ses conséquences sur l'économie empêchent toute prévision fiable.

L'actualité économique cubaine en bref

[L'unification monétaire et cambiaire, une réforme enfin mise en place](#)

Dès son arrivée au pouvoir, en 2008, le Président Raúl Castro avait annoncé que l'unification monétaire serait l'une des réformes majeures qu'il mènerait. C'est finalement lors de sa dernière année supposée comme secrétaire général du Parti Communiste de Cuba que la mesure est mise en place. Est ainsi entré en vigueur à partir du 1^{er} janvier 2021 le processus *d'ordenamiento monetario*, série de réformes à caractère interdisciplinaire et transversal dont l'unification est un des volets.

26 ans après sa création, **le peso convertible cubain (CUC) disparaîtra**. Au-delà de la dualité monétaire, **c'est la multiplicité cambiaire¹** entre le CUC et le peso cubain (CUP) **qui s'effacera**. Au 1^{er} janvier 2021, le CUP a été ainsi fixé pour tous à un taux de change initial de 1 USD = 24 CUP. Jusqu'au 30/06/2021, la population pourra utiliser ou échanger les CUC en sa possession au taux de 1 CUC pour 24 CUP.

Si l'objectif à terme affiché par les autorités est de « **subventionner les personnes dans le besoin plutôt que les produits** » par une libération progressive des prix des produits et des services, la majorité des biens et services est toujours contrôlée administrativement par le biais de prix fixés ou « *topes* ». En parallèle, **les prix augmenteront** : comme le panier de la ménagère d'un montant équivalent à 64 USD ou l'électricité (hausse moyenne de 228%).

Pour absorber la hausse du coût de la vie, les salaires et pensions ont également été augmentés en se basant sur le montant du panier de la ménagère. Le salaire minimum passera ainsi à 79,6 USD contre 16,7 USD (+377%) dans la fonction publique et 9,4 USD (+880%) dans les entreprises publiques actuellement. Une nouvelle grille de salaires intégrera 32 catégories de travail avec une pyramide des salaires allant de 79,6 à 396 USD. La pension de retraite minimum s'établira pour sa part à 63,7 USD contre 11,4 USD actuellement (+446%).

La dualité monétaire et cambiaire provoquait **une distorsion des prix rendant l'économie cubaine difficile à appréhender pour les entreprises étrangères** avec un coût des biens et des services locaux artificiellement accru par le taux 1 CUC = 1 CUP. Ce taux 1 / 1 bénéficiait *in fine* aux entreprises importatrices et pénalisait les entreprises

¹ Alors que les particuliers et les touristes pouvaient échanger CUC contre CUP et acheter des biens de consommation au taux de 1 CUC = 24 CUP ; les administrations et les entreprises publiques utilisent dans leur comptabilité un taux de 1 CUC = 1 CUP (= 1 USD) sans compter les nombreux taux intermédiaires.



exportatrices. La fin de la dualité permettra ainsi **de rétablir des signaux-prix opérants**, notamment concernant les salaires, le coût des matières premières, les produits importés et ceux fabriqués à Cuba.

La réunification devrait en parallèle permettre à l'économie cubaine de gagner en productivité et en compétitivité, même si de nombreuses entreprises publiques connaîtront dans un premier temps d'importantes difficultés. A court-terme, la disparition du CUC favorisera les exportations, ce qui pourrait dynamiser l'activité économique de l'île. **Les entreprises importatrices**, qui affichent aujourd'hui des comptes équilibrés grâce au taux officiel 1 / 1 / 1, **vont être touchées par les nouvelles normes monétaires et comptables. La réunification monétaire risque de réduire une partie du tissu économique cubain** en plaçant un grand nombre d'entreprises étatique en situation comptable de faillite ; **dans un second temps, l'économie devrait pouvoir être relancée à partir du noyau le plus productif**, et sans artifice comptable.

La masse monétaire en circulation va augmenter, entraînant mécaniquement une hausse des prix. De même, le **surenchérissement des importations se traduira par de fortes hausses des prix**. Les entreprises importatrices devront augmenter les prix des biens de consommation destinés aux cubains, aujourd'hui sous-évalués. Conscientes de cette pression inflationniste, les autorités prévoient de la contrôler avec le plafonnement de certains prix. **Un tel contrôle des prix risque de se traduire par un phénomène d'inflation réprimée** avec une rareté des produits sur les marchés formels et l'augmentation des prix sur les marchés informel et libre.

L'unification ne mettra enfin pas fin à la dollarisation partielle de l'économie. La segmentation du marché domestique de certains biens entre marché en monnaie nationale et en monnaie étrangère se poursuit. **L'apparition, dès 2019, d'un nouveau moyen de paiement scriptural, la MLC** (« Monnaie Librement Convertible »), **adossé à l'USD** – qui se développe de plus en plus dans les relations commerciales – traduit l'acceptation par les autorités d'une différenciation sociale entre détenteurs de cette devise et les autres. A la disparition du CUC se substitue ainsi l'affirmation des MLC comme monnaie de paiement dans l'économie cubaine.

Rémi Mantet-Gay

remi.mantet-gay@dgtrésor.gouv.fr

Point sur la situation économique et budgétaire 2020 et 2021

L'Assemblée Nationale du Pouvoir Populaire (ANPP) s'est réunie les 16 et 17 décembre dernier en clôture d'une année agitée avec la crise sanitaire et la nouvelle stratégie économique et sociale en cours de mise en œuvre. En plus d'acter le calendrier législatif du pays pour 2021 et 2022, les députés ont fait le point sur la situation économique et budgétaire.

A l'heure de tirer le bilan économique de l'année écoulée, les indicateurs sont au rouge. Selon les estimations officielles, le **PIB cubain aurait baissé de 11% en 2020**. La contraction du commerce extérieur, la chute du tourisme international et des revenus en devises sont les causes avancées. Aux tensions déjà vives en 2019 – notamment la recrudescence des sanctions américaines et la crise au Venezuela – s'est ajoutée la situation exceptionnelle créée par la crise sanitaire. **Depuis la période spéciale², l'île n'avait pas connu une telle crise économique.**

Le Plan pour l'Economie prévoit pour l'année 2021, première de la réforme monétaire et cambiaire, une **reprise graduelle de l'activité économique avec une hausse du PIB à prix constants entre 6 et 7%**. En 2021, les exportations devraient croître de 19%, et avec elles les revenus en devises de 10,4%. Cette augmentation repose tout particulièrement sur le développement des services de télécommunications et la récupération partielle du tourisme. Les importations devraient, quant à elle, augmenter de 12%. Une hausse de la production nationale est également prévue, que ce soit pour l'agroalimentaire ou l'industrie manufacturée. La croissance reposerait enfin sur une hausse de 9,7% de la vente au détail et de 22% des investissements. Les autorités ont cependant mis en exergue **l'incertitude du scénario économique** sur lequel est basé ce plan compte-tenu de l'évolution de la pandémie et de ses conséquences sur l'économie mondiale.

L'ANPP a également approuvé l'exécution du budget de l'Etat en 2020. **76,2 milliards de pesos cubain / USD ont été dépensés en 2020**. Pour faire face à la pandémie de la Covid-19, plus de 1,3 Mds de pesos cubains / USD ont été dépensés. De plus, une augmentation non prévue de plus de 8 Mds de pesos / USD a également été enregistrée en décembre 2020 correspondant à l'avance sur salaire distribuée dans le cadre de la réforme des salaires, entreprise

² Période prolongée de crise économique à Cuba suite à la chute de l'URSS.



en amont de l'unification monétaire. En parallèle, 2020 a été caractérisée par une réduction significative des revenus issus des exportations, notamment les services touristiques, une contraction des niveaux des activités productives, ainsi que par la suspension ou la diminution des activités du secteur privé. Contre plus de 66 milliards initialement prévus, seulement **55 Mds de pesos cubain / USD sont entrés dans les caisses de l'Etat. Le déficit fiscal atteint ainsi 20,7 Mds de pesos / USD, soit plus de 20% du PIB** contre 6,2% en 2019 et une multiplication par 3 par rapport à l'objectif initial de 7,1 Mds.

Compte-tenu de l'unification monétaire, et tout particulièrement de la fixation d'un taux de change unique d'1 USD = 24 pesos cubains, mettant fin au système de pluralité cambiaire, le budget de l'Etat est entièrement remodelé. **Les dépenses sont provisionnées à 374,8 milliards de pesos cubains (15,6 Mds USD) et les revenus nets à 288,1 Mds pesos (12 Mds USD), pour un déficit budgétaire de 86,7 Mds pesos (3,6 Mds USD).** Pour la deuxième année consécutive, il atteindrait un pourcentage très élevé du PIB de - 18%, selon les déclarations des autorités cubaines. Tout en conservant le caractère éminemment social du budget (éducation, santé publique, assistance sociale ou sécurité sociale), **les autorités cubaines ont dû prévoir de nouveaux coûts induits par la réforme monétaire.** Une réserve de 18 Mds pesos (750 MUSD) a été constituée pour soutenir les entreprises publiques en difficultés, alors que 26,3 Mds pesos (1,1 Mds USD) sont prévus pour subventionner les prix et les tarifs de produits essentiels pour la population en réponse aux effets de la dévaluation du peso cubain et de la hausse des prix.

Rémi Mantet-Gayremi.mantet-gay@dgtresor.gouv.fr

L'élection de Joe Biden, quelles conséquences pour l'économie cubaine ?

La victoire des démocrates a été vécue comme un soulagement par Cuba alors que Donald Trump s'est efforcé, durant son mandat, de resserrer l'embargo avec plus de 200 mesures adoptées. Même lors de ses derniers jours au pouvoir, son administration a maintenu une ligne dure envers Cuba avec l'inclusion de l'acteur bancaire *Banco Financiero Internacional* à la *Cuba Restricted List*³ et le retour de Cuba dans la liste des pays soutenant le terrorisme.

L'arsenal exécutif mis en place – à l'inverse de l'embargo – peut en théorie être démantelé par décret par le nouveau locataire de la maison blanche. Si un courant d'optimisme traverse l'île, la « normalisation⁴ » des relations entre les deux pays menée sous la présidence Obama étant dans tous les esprits, la prudence doit cependant être de mise.

Selon les quelques déclarations des nouvelles autorités américaines, **un changement de cap dans la stratégie vis-à-vis de Cuba est à attendre**, la voie du durcissement de l'embargo étant mise de côté. La nouvelle administration américaine devrait donc **revenir sur un certain nombre d'éléments sans pour autant faire table rase des quatre dernières années.** A court et moyen terme, **le scénario d'un renversement total de la politique de l'administration précédente est peu probable.** L'objectif affiché étant de promouvoir les intérêts du peuple cubain pour qu'il détermine son avenir, la politique américaine encouragera certainement ce qui bénéficie à la population, mais également au secteur privé encore embryonnaire.

Cuba ne devrait pas être une priorité, du moins dans les premiers temps du mandat. L'élection de mi-mandat en 2022 - remettant en jeu la totalité des sièges à la Chambre des représentants et le tiers des sièges au Sénat, **pourrait en parallèle convaincre le gouvernement américain de maintenir le statu quo.** En effet, toute politique perçue comme une relâche de la pression sur Cuba sans concessions significatives de l'île, pourrait être sanctionnée dans les urnes floridiennes, état remporté par le candidat républicain lors des dernières présidentielles. A l'inverse, certains estiment que ce problème étant plus facile et moins coûteux à régler que d'autres tout en conservant une couverture médiatique certaine, la nouvelle administration entrante pourrait le mettre dans son agenda.

Deux des principales sources de devises de Cuba devraient profiter du mandat démocrate. Les transferts des migrants cubains qui s'élevaient à 3,7 Mds USD en 2019 selon the *Havana Consulting Group*, bénéficieront certainement en premier de la politique de Biden qui a placé le peuple cubain au centre de sa stratégie vis-à-vis de l'île. La levée de la limitation des transferts de fonds à 1 000 \$ par trimestre et par personne ainsi que les restrictions aux dons non familiaux est probable, la sortie des acteurs Fincimex, correspondant de Western Union, et d'AIS de la *Cuba Restricted List* l'est moins. Le **tourisme**, troisième pourvoyeur de devises pour 2,65 Mds USD en 2019, devrait

³ Liste d'entités contrôlées par les Forces armées cubaines avec lesquelles les personnes soumises à la juridiction américaine ont interdiction de réaliser des transactions financières directes.

⁴ Directive de politique présidentielle du 14 octobre 2016 - Normalisation Etats-Unis – Cuba.



également bénéficier des prochaines décisions de Washington. Second marché pourvoyeur de visiteurs pour Cuba (638.000 touristes en 2018 et 499.000 en 2019), les Etats-Unis représentent un énorme potentiel pour le dynamisme de ce secteur stratégique pour l'économie cubaine.

Le retour des démocrates au pouvoir reste un signal positif. Les potentiels investisseurs étrangers rassurés seront incités à s'intéresser de nouveau au marché cubain. Toutefois, les problèmes récurrents de financement des entreprises devraient perdurer. Les acteurs bancaires devraient garder leur position « frileuse » envers Cuba avec une politique « d'over compliance », d'autant plus que le pays vient d'intégrer, début janvier, la liste américaine des pays soutenant le terrorisme (*avec plus de 7,5 mois de procédure pour en être retiré*).

Rémi Mantet-Gay

remi.mantet-gay@dgtresor.gouv.fr

Renforcement des mesures de restriction face à la hausse des cas de covid-19

Depuis la reprise des vols internationaux (le 15 novembre pour La Havane), **une troisième vague de Covid-19 beaucoup plus forte que les précédentes frappe l'île**. Selon les statistiques du ministère cubain de la Santé Publique 15 168 cas ont été signalés en janvier, soit plus que le total pour l'année 2020. Ce nombre devrait d'ailleurs augmenter pour le mois de février selon les modèles mathématiques.

En réaction à cette importante hausse des cas de coronavirus à l'échelle du pays, les autorités cubaines ont annoncé **la remise en place des mesures de restriction, en particulier sur la capitale**, épicentre actuel de l'épidémie. La Havane est ainsi de retour en phase de « *transmission autochtone limitée* ». Les écoles, bars et restaurants sont fermés depuis le 15 janvier. La suspension totale du transport public entre 19h et 05h00 a également été mise en place ainsi que l'interdiction des déplacements entre la province de La Havane et le reste du territoire. Un couvre-feu de 21h à 5h est de nouveau en vigueur, tout comme l'interdiction de faire ses courses en dehors de son quartier de résidence.

En parallèle, d'autres provinces ont également rétrogradé en différentes phases de restrictions sanitaires. Au 2 février 2021, Sancti Spiritus, Las Tunas et Granma se trouvaient en étape de nouvelle normalité, Camagüey et Holguín en phase 3 de l'étape de récupération, Cienfuegos en phase 2 de l'étape de récupération, Pinar del Rio en phase 1 de l'étape de récupération, Matanzas, Villa Clara, Santiago de Cuba, Guantánamo, Artemisa, Mayabeque, Ciego de Avila et la Isla de la Juventud en phase de transmission autochtone limitée.

Les autorités ont de nouveau appelé au renforcement du contrôle du respect des gestes barrières / mesures de distanciation sociale sous peine d'amendes de 83 USD pour les individus et 125 USD pour les institutions/entreprises. Au début du mois de janvier, l'île avait déjà commencé à appliquer des mesures pour tenter de freiner cette nouvelle vague de progression de la pandémie, en limitant notamment depuis le 1er janvier les vols en provenance des Etats-Unis, du Mexique, du Panama, de République Dominicaine, des Bahamas et de Haïti. Depuis le 10 janvier, un test PCR négatif de moins de 72h est exigé à toute personne arrivant dans le pays, en plus du test réalisé à l'arrivée à l'aéroport. En parallèle, depuis le 6 février de nouvelles restrictions s'appliquent aux voyageurs internationaux : les touristes (hors voyage réservé dans le cadre d'un tour opérateur) et les cubains non-résidents devront ainsi passer leur quarantaine dans un hôtel désigné, à leur frais, tandis que les cubains résidents sur l'île seront transférés depuis l'aéroport aux centres d'isolement, sans frais. La restriction de mouvement sera appliquée jusqu'à l'obtention d'un test PCR négatif, effectué cinq jours après l'arrivée sur le territoire cubain.

Par ailleurs « **Soberana 02** », le deuxième vaccin expérimental cubain spécifique contre la Covid-19 de l'institut pharmaceutique public Finlay, est passé à la **deuxième phase des essais cliniques**. Le 18 janvier, le produit a été administré aux premiers candidats sur un total de 900 volontaires sélectionnés âgés de 19 à 80 ans. Une fois les évaluations faites, la phase 3 pourrait commencer avec la participation de 150 000 personnes à Cuba mais également en Iran (suite à un accord de collaboration entre les deux pays). D'après les autorités sanitaires locales, Cuba serait en mesure d'administrer son propre vaccin anti-Covid à toute sa population à partir de la fin du premier semestre 2021.

Saïlé Ruíz-Tudó

saile.ruiztudo@dgtresor.gouv.fr



Focus Statistique

Evolution des prix fixés avant et après l'unification monétaire et cambiaire

Produits / services	Prix avant unification (CUP)	Prix après unification (CUP)	Inflation %
Electricité (consommation moyenne)	175,18	574,83	228%
Eau (m3)	3	21	600%
Gaz (m3)	0,11	2,5	2173%
Essence (Gasolina 94 octanos L)	30	30	0%
Abonnement téléphone fixe (300min d'appel local)	6,25	20	220%
Abonnement téléphone portable (par minute)	8,75	8,75	0%
Abonnement 4G (2,5G LTE)	200	200	0%
Transport (bus La Havane)	0,4	2	400%
Cinéma	2	5	150%
Théâtre (platea Gran Teatro de La Habana)	30	150	400%
Panier de la ménagère (canasta familiar normada) dont	18	180	900%
Riz	3,05	49	1507%
Sucre blanc	0,45	18	3900%
Sucre de canne	0,1	5	4900%
Haricots noirs	0,8	14	1650%
Œufs (unité)	0,15	2,2	1367%
Poulet	0,7	20	2757%
Café	4	8	100%
Huile	0,4	18	4400%
Viande hachée	0,7	15	2043%
Sel	0,35	7	1900%
Pâtes	0,8	15	1775%
Pain	0,05	1	1900%

Source : Tableau élaboré par le Service Economique.

Alexandre del Valle

alexandre.delvalle@dgtrésor.gouv.fr



**MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Auteur : Service Economique de l'Ambassade de France à La Havane

Directeur de publication : Marc Legouy, Chef du Service Economique de La Havane

Adresse : Centro de Negocios Miramar, Edificio Santiago #308, 5ta y 78, Miramar, Playa, La Havane, Cuba

Publication le : 15/02/2021

Copyright : Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Economique de La Havane (adresser les demandes à lahavane@dgtrésor.gouv.fr)

Clause de non-responsabilité : Le Service Economique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

